COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 1er MAI 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

martinique

ORGANISONS NOUS POUR
DONNER UNE

DIRECTION A NOTRE
LUTTE

Un profond mécontentement secoue en ce moment la classe ouvrière de Martinique, mécontentement qui se traduit par des grèves en cascade qui ont tendance à se généraliser. Alors que les centrales syndicales avaient lancé un mot d'ordre de grève de 24 heures pour mardi 27, de nombreuses entreprises ont continué la grève et veulent entraîner l'ensemble de la classe ouvrière à suivre le mouvement général.

Une lutte importante est donc engagée par les travailleurs les plus combattifs, mais qui n'est pas encore suivie par l'ensemble de la classe ouvrière. Cependant, il y a déjà dans le mouvement de nombreuses entreprises et dans bien d'autres, la discussion est engagée pour convaincre les travailleurs de se rallier à la grève.

Mais si la volonté de généraliser la grève existe, et se renforce chez les travailleurs, ceux-ci se rendent parfaitement compte qu'il se pose le problème de la direction de cette grève. Et le mécontentement envers les dirigeants syndicaux s'exprime ouvertement à la Maison des Syndicats.

Certains travailleurs sont intervenus au niveau de l'intersyndicale et des assemblées générales, pour réclamer que de véritables comités de grève soient élus par les travailleurs et que ceux-ci désignent aussi des représentants pour la formation d'un comité central de grève. Cette proposition a rencontré l'approbation de nombreux travailleurs.

Les dirigeants syndicaux pour l'instant, ne manifestent pas ouvertement d'opposition à cette idée. Cela dans la mesure où ils peuvent en empêcher la réalisation pratique.

Bien des discussions sur ce problème ont lieu et des travailleurs ont entrepris dans certaines professions, de mettre effectivement sur pied le comité de grève. Dans ces secteurs, des représentants des grévistes ont été désignés pour siéger au comité central de grève, ou plus exactement aux côtés de l'intersyndicale. Cette question est vitale pour la suite à donner au mouvement à la fois sur sa conduite pratique (organisation des manifestations, des débrayages, des piquets de grève, etc...) mais aussi pour déterminer clairement les revendications à mettre en avant dans la lutte.

L'enjeu est très important pour toute la classe ouvrière. Car le mécontentement qui s'exprime réclame des solutions à la mesure de la crise qui menace les travailleurs.

1^{er} MAI journée internationale des travailleurs

Le premier mai 1886, la grève générale est déclenchée aux Etats-Unis pour la journée de 8 h. Des centaines de milliers de travailleurs sont en grève. Le 4 mai, une manifestation massive est organisée à Chicago; une provocation est montée de toute pièce par la police qui jette une bombe. La responsabilité en sera portée sur les dirigeants syndicaux qui seront pendus. En 1889, la Deuxième Internationale décida de faire du premier mai, la journée internationale des travailleurs.

Depuis cette date, chaque année, dans tous les pays, les travailleurs cessent le travail et manifestent dans les rues. Souvent, ils l'ont fait au péril de leur vie car la bourgeoisie n'a pas hésité à réprimer, comme à Fourmies en France le premier mai 1891, où on releva dix morts. A l'heure actuelle, dans de nombreux pays où les organisations de gauche et les syndicats sont interdits, les travailleurs manifestent malgré tout, au prix d'arrestations massives et de violents conflits avec la police. C'est le cas en Espagne et dans les pays d'Amérique latine notamment.

Aux Antilles ce premier mai revêt une signification toute particulière au moment où, à la Martinique, une puissante grève générale secoue l'ensemble du pays et, dans une période où en Guadeloupe les travailleurs montrent aussi un haut niveau de combativité, si l'on en juge par les multiples grèves qui se déroulent depuis le début de l'année.

Les Antilles sont un pays colonisé. Les travailleurs y subissent une double exploitation : capitaliste et coloniale. Les maigres avantages accordés aux travailleurs

Français, n'existent même pas ici. Les bas salaires et le chômage créent une situation de plus en plus insupportable. La crise qui secoue actuellement le monde capitaliste a pour conséquence l'augmentation effrénée des prix, la fermeture d'entreprise et les licenciements.

Face à une telle situation, les ouvriers n'ont d'autre choix que leur seule lutte en avançant des revendications les plus aptes à changer réellement leur sort : face à la hausse des prix : échelle mobile des salaires ; face au chômage : échelle mobile des heures de travail, c'est à dire répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, mais en diminuant le temps de travail si cela est nécessaire.

Mais, pour vaincre, les travailleurs doivent prendre en main leurs propres luttes " L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes " disait Marx. A l'heure où nos frères de la Martinique cherchent la voie de leur organisation autonome, par l'intermédiaire des comités de grève existant dans de nombreux secteurs, tous les espoirs sont permis.

Et, assimilant toutes ses expériences comme celle du mouvement ouvrier mondial depuis plus d'un siècle, la classe ouvrière des Antilles saura se débarrasser du carcan colonial et créer un état indépendant dirigé par elle seule. Dans le même temps, elle sera partie prenante du grand combat que mènent les travailleurs du monde entier pour se débarrasser du capitalisme et créer la société socialiste.

guadeloupe
EDF : 48 h. de
grève

La grève des employés de l'ex-SPEDEG a été pratiquement totale. A part de rares secteurs figurant sur une liste de prioritaires, la Guadeloupe entière était plongée dans l'obscurité totale dans la nuit de jeudi à vendredi.

Les travailleurs de l'électricité entendaient par cette grève qui a duré 48 h, attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation depuis la nationalisation de leur entreprise.

Ces employés ont perdu les avantages qu'ils avaient arrachés par leur lutte dans

l'ancienne SPEDEG et n'ont néanmoins pas été intégrés dans les structures du personnel de l'EDF. En particulier, ils ne bénéficient pas des conditions accordées, en France, par l'EDF à ses agents.

- La grève a été déclenchée pour :
- l'intégration du personnel au sein de l'EDF.
 - l'augmentation des effectifs
 - l'amélioration des conditions de travail (lutte contre le bruit)
 - l'arrêt de l'utilisation des entreprises privées
 - la revalorisation du salaire de base.

A l'heure où différents secteurs ouvriers en Guadeloupe et Martinique, expriment leur mécontentement face aux bas salaires et à l'insécurité de l'emploi, cette grève de l'EDF qui a paralysé pendant 48 h. l'économie de la Guadeloupe, montre que les travailleurs qui sont le moteur de la machine économique, ont les moyens de faire céder les patrons qui leur refusent une vie décente.

EN MARTINIQUE la lutte continue

PREMIERE JOURNEE DE GREVE

Le mardi 27 avril, plusieurs milliers de manifestants étaient présents à la Maison des Syndicats. Une imposante manifestation parcourut les rues de Fort-de-France. Celle-ci était, ce jour-là, ville morte. De nombreux slogans, tels : "ouvrez les usines, fermez les casernes !" fusèrent tout au long de la manifestation.

DEUXIEME JOURNEE DE GREVE

Le mercredi 28 avril, certains secteurs: les docks, la sécurité sociale, etc... avaient repris le travail, alors que d'autres qui n'étaient pas en grève la veille cessaient le travail. C'est le cas de la SPEDEM qui restera en grève 48 heures. A partir de la semaine prochaine, les travailleurs de ce secteur se mettront en grève illimitée. Un fait marquant de cette journée, est la répression policière qui s'est abattue sauvagement au niveau du Magasin Union, sur certains manifestants qui tentaient de convaincre des travailleurs de ce libre service de rejoindre le mouve-

ment.

TROISIEME JOURNEE DE GREVE

Le jeudi 29 avril, le mouvement de grève restait toujours puissant. Le secteur Hôtellerie renforçait son mouvement, tandis qu'au début de l'après-midi, les travailleurs de la Sécurité Sociale se remettaient en grève. Par ailleurs on assistait à une petite reprise dans le commerce, sous la protection des forces de répression, essentiellement des gardes mobiles. Les travailleurs des centres hospitaliers avaient repris le travail ce jour-là. Il y eut une manifestation dans les rues de Fort-de-France, et certains secteurs ont pu tenir leur assemblée générale pour faire le point de la situation et élire leur comité de grève.

Le mouvement de grève générale, déclenché par les syndicats de la Martinique pour l'application en Martinique des lois sociales en vigueur sur le chômage, reste toujours puissant. Cela est une preuve de la combativité des travailleurs et du profond mécontentement.

QUE FAIRE POUR ALLER PLUS LOIN ?

S'il est normal de réclamer l'application des lois sociales en vigueur en France, il faut bien voir que l'application de ces lois ne règlera pas la question du chômage et des licenciements.

La classe ouvrière doit avoir d'autres revendications, infiniment plus importantes et efficaces, à mettre en avant. Notamment, la répartition du travail entre tous par la suppression des heures supplémentaires, et par la diminution des heures de travail sans diminution de salaire. Face aux licenciements, il faut mettre en avant le contrôle des travailleurs sur l'embauche et le licenciement dans toutes les entreprises. Pour créer des emplois, l'ouverture de grands travaux utiles à la collectivité (amélioration de l'habitat, construction de routes, adduction d'eau, irrigation et assainissement, construction d'école, etc...)

Sur le plan des salaires, devant les graves menaces qui pèsent sur le niveau de vie des travailleurs, du fait des rebondissements de la crise monétaire qui se traduit par l'instabilité des monnaies et du franc en particulier, les travailleurs doivent mettre en avant la revendication de l'échelle mobile des salaires.

Mais pour lutter pour ces revendications la classe ouvrière doit imposer à la bour-

geoisie et à l'état un certain rapport de forces. Ce qui n'est pas possible sans une puissante organisation de toute la classe ouvrière.

Cela veut dire que dans chaque entreprise, les travailleurs devront être organisés pour imposer leur volonté aux patrons. Ils pourront en étant organisés, refuser d'être les victimes de la crise qui se prépare.

Cette organisation, les travailleurs ont la possibilité de la mettre sur pied pendant les grèves qui se déroulent actuellement. Et dans cette voie-là, la mise sur pied des comités de grève élus et contrôlés par les travailleurs, peut être un pas important. Il faut mettre à profit le moment présent. Il faut discuter et convaincre ceux qui ne sont pas acquis à cette idée, ou n'en voient pas la nécessité. En particulier, les militants des organisations qui se réclament de la classe ouvrière doivent prendre conscience de cette nécessité et la défendre devant les travailleurs.

Il est indispensable que ce premier pas vers l'organisation soit franchi dans la grève, car il est la condition de succès de celle-ci, ne serait-ce que sur le plan des revendications immédiates. Mais il permettra de placer la classe ouvrière en position favorable pour l'avenir.

Devant les principaux magasins de la ville prêts à cogner, montrent bien que ce ne sont pas les moyens qui manquent quand il s'agit de protéger les intérêts des patrons.

L'étalage de force que veut faire le préfet en entourant la préfecture de barrage de flics lors des manifestations, ou en y faisant stationner en permanence dans la journée une dizaine de camions militaires remplis de gardes mobiles venus tout spécialement de France, prouve que ces messieurs ne se sentent pas en sécurité. Et ce n'est pas un hasard non plus si un navire de la marine de guerre vient juste de mouiller dans la rade de Fort-de-France.

Oui, le colonialisme français est remarquablement organisé quand il s'agit de fusiller les travailleurs. Car il représente un système qui ne peut vivre que de l'exploitation et l'oppression féroce des masses laborieuses.

Jacqueline MANICOM
n'est plus...

C'est une immense foule qui, jeudi 28 avril, rendait un dernier hommage à Jacqueline MANICOM, au Moule, dont l'annonce de la mort à la radio avait créé une grande émotion en Guadeloupe la semaine dernière. Jacqueline Manicom comptait de nombreux amis mais fut plus largement connue par la publication de deux livres parus en 72 et 75 : "Mon examen de blanc" et "La graine". Ces deux romans sont le témoignage d'expériences vécues. Dans le premier, ce sont les problèmes sociaux, raciaux et politiques d'une femme colonisée qui sont évoqués. Dans le deuxième, c'est l'univers des hôpitaux, avec ses injustices et l'esprit mandarin d'une caste de "patrons" qui est décrit.

Jacqueline Manicom était en effet sage-femme et ainsi très au fait des problèmes du planning familial dont elle fut d'ailleurs à l'origine en Guadeloupe. De même, elle anima, en France le mouvement "Choisir" qui luttait notamment pour le droit à l'avortement.

Ce n'est donc pas seulement un écrivain qui a disparu, mais aussi une femme combattive, simple, sensible et préoccupée des problèmes sociaux et politiques de son pays et de son temps qu'à travers ses deux livres, elle a si bien montrés.

Par ses idées, par ses choix, Jacqueline Manicom a aussi montré que sa sympathie allait aux opprimés. L'administration coloniale ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui censura une émission sur la condition des vieux travailleurs qu'elle devait animer en compagnie de son mari, qui avait été programmée à Radio-Guadeloupe.

GUADELOUPE

Les travailleurs en lutte

GREVE DANS LES CLINIQUES PRIVEES

Le personnel (infirmiers, aide-soignants) des maisons de santé privées, est en grève depuis jeudi matin, à l'appel de son syndicat CGT. La revendication essentielle est la revalorisation des salaires plus bas que ceux appliqués en France. Les travailleurs exigent un salaire minimum de 1500f par mois.

GREVE AUX TELECOMMUNICATIONS

Les postiers des télécommunications étaient aussi en grève pour 24h, vendredi à l'appel de la CGT. des PTT. Les travailleurs protestent contre le manque d'effectifs, insuffisants pour assurer la bonne marche des services téléphoniques en Guadeloupe, et contre l'anarchie qui règne de ce fait.

Ils réclament:

- une restructuration complète des télécommunications en Guadeloupe.
- le changement des cadres incompetents
- du personnel
- du matériel nécessaire pour travailler dans de meilleures conditions.

Directeur de publication: M.E. ZOZOR
Commission paritaire N° 51 728
Ronéo du journal : P.A.P.
9ème supplément au mensuel n° 60

Le langage du
préfet : la ré-
pression.

Le préfet Noirot-Cosson et l'administration coloniale, s'ils sont bien incapables d'apporter une solution aux revendications des travailleurs, montrent par contre toute leur incompétence dans l'organisation de la répression.

La charge de la police contre les grévistes lors de la manifestation du 28, qui a fait 3 blessés, les cars de police et les nombreux gendarmes faisant le piquet de-